

Subject: FW: Urgent Request for Parliamentary Support on National Security and Personal Safety Concerns Tied to Corporate Fraud and Money Laundering

Date: Thursday, October 17, 2024 at 15:32:26 China Standard Time

From: Vincent B. Le Corre <vincent@ecthrwatch.org>

To: Bertrand Lortholary <bertrand.lortholary@diplomatie.gouv.fr>, Guillaume Roy <guillaume.roy@diplomatie.gouv.fr>, Charles Duchaine <[REDACTED]@aol.com>, Franck Pajot <[REDACTED]@gmail.com>

CC: Presse Judiciaire <bureau@pressejudiciaire.fr>, Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSJ) <securite-economique@interieur.gouv.fr>, Ambassade de France en Chine <admin-francais.pekin-amba@diplomatie.gouv.fr>, Vincent B. Le Corre <vincent@ecthrwatch.org>, M. [REDACTED] Le Corre <[REDACTED]@gmail.com>

Priority: High

Attachments: 2020-02-25_2006_0800_reply_from_yuan_yang_Redacted.pdf, 2023-12-13-DOD-IG-HOTLINE.pdf, WebForm2.pdf, 2023-12-13-DOD-IG-HOTLINE_REDACTED.pdf

**Monsieur l'Ambassadeur,
Monsieur le Consul Général,
Monsieur l'Inspecteur Général de la Justice,
Monsieur Pajot,**

Je me permets de vous transférer ci-dessous l'email que j'ai adressé à Mme Yuan Yang, membre du Parlement britannique, en date du **13 octobre 2024**, ainsi qu'une traduction de ce message pour faciliter sa compréhension.

Je tiens à souligner qu'il s'agit d'une **affaire de sécurité nationale pour la France**, actuellement en train de **devenir une affaire d'État**. Il est impératif que cette situation soit traitée avec la plus grande attention et diligence.

Afin d'assurer une prise en compte complète de ma requête, j'ai jugé nécessaire de vous inclure, ainsi que la Presse Judiciaire et la **Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSJ)**, afin de garantir la transparence et l'efficacité de ma démarche.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ce transfert et reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Consul Général, Monsieur l'Inspecteur Général de la Justice, Monsieur Pajot, l'expression de mes salutations distinguées.

Vincent B. Le Corre
Pékin, Chine
17 octobre 2024

Traduction en français de l'email original adressé à Mme Yuan YANG le 13 octobre 2024 :

Mme Yuan YANG, Membre du Parlement Britannique
Bureau parlementaire
Chambre des communes
Londres
SW1A 0AA
Royaume-Uni
Courriel : yuan.yang.mp@parliament.uk

Chère Madame Yang,

Veillez noter qu'il s'agit d'une lettre ouverte, rendue publique en raison de la gravité de l'affaire et du manque de réponse des autorités compétentes.

Je vous écris pour solliciter votre aide urgente face à une situation qui met en danger la vie de mes proches en Chine ainsi que la mienne. **En raison de l'implication confirmée de services de renseignement étrangers dans le cadre de cette affaire, les conséquences pourraient être dramatiques. Théoriquement, nous pourrions faire face à la peine de mort. Votre soutien est donc indispensable.**

Je vous avais contacté lorsque vous travailliez au Financial Times à Pékin. Vous aviez aimablement accepté de me rencontrer. Malheureusement, les circonstances de l'époque m'ont empêché de me rendre à Pékin pour vous raconter cette histoire en personne. Je joins à cet email une copie de votre réponse datée du 25 février 2020, qui inclut mon email initial exprimant mes craintes d'arrestation à l'époque.

Depuis lors, la situation s'est considérablement aggravée. Je suis maintenant soumis à ce qui ne peut être décrit que comme une sorte de *gag order*, une sorte de procédure bâillon qui m'a été signifiée non pas de façon officielle mais de manière officieuse. Pour un compte rendu partiel, veuillez vous référer aux documents ci-joints : « **2023-12-13-DOD-IG-HOTLINE.pdf** » et « **WebForm2.pdf** ». **Ces documents font partie de la réclamation que j'ai déposée auprès du Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis (U.S. Department of Defense Office of the Inspector General (DoD OIG)).**

En tant que citoyen français et résident permanent en Chine, je reconnais que je ne fais pas partie de votre circonscription. Cependant, les dimensions internationales de cette affaire—en particulier impliquant le blanchiment d'argent et les potentielles menaces à la sécurité nationale liées à des entreprises britanniques—transcendent les frontières nationales et impliquent plusieurs nations à travers l'Europe et le monde. L'implication du renseignement américain ajoute une urgence significative, impactant non seulement les économies étrangères mais aussi l'état de droit et la sécurité économique et nationale du Royaume-Uni.

Aperçu des Délits, voire Crimes

Escroqueries Aggravées par Marketing de Masse et Blanchiment Aggravé

Au cours de la dernière décennie, **McDonald's Corporation** et ses complices se sont livrés à des activités criminelles récurrentes, notamment des escroqueries aggravées par marketing de masse, suivies de blanchiment d'argent aggravé. Bien qu'il puisse paraître improbable qu'une société cotée en bourse participe à des activités traditionnellement associées à la criminalité organisée, les preuves démontrent que c'est pourtant très précisément ce que McDonald's Corporation et ses complices ont fait.

Après les avoir alertés, ils avaient l'opportunité d'arrêter ces escroqueries aggravées, dont certaines étaient alors en cours. Mais ils ont choisi de ne pas le faire. Leur décision de cautionner ces activités criminelles, alors même que j'avais été jusqu'à alerter leur siège à Chicago, a de très graves implications. Je suspecte que le licenciement, en 2019, du CEO britannique Steve Easterbrook est lié à cette affaire. De tels stratagèmes frauduleux, surtout lorsqu'ils traversent les frontières internationales, relèvent de la **Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention de Palerme)**, soulignant la gravité de leurs activités criminelles.

Implication du Royaume-Uni

Complicité

Pendant des années, **McDonald's France** a ignoré mes avertissements, me poussant à alerter directement et personnellement leur siège à Chicago en 2015. La Directrice Juridique (*General Counsel*) de l'époque, **Gloria Santona**, a reconnu qu'ils prenaient le problème au sérieux, mais au final ils refuseront d'arrêter des escroqueries aggravées qui étaient alors en cours alors même qu'ils avaient l'opportunité de le faire. En agissant de la sorte, McDonald's Corporation et ses complices sont entrés dans un cercle vicieux dont ils ne peuvent désormais plus sortir.

Il semblerait que le siège américain ait demandé à sa filiale, **McDonald's Europe**, basée à Londres, de gérer l'affaire—probablement une tentative pour se distancer des crimes qui étaient alors en cours en Europe car les lois américaines sont extrêmement strictes en matière de fraudes et de blanchiment d'argent. Cependant, McDonald's Europe, basée à Londres, ainsi qu'un de ses dirigeants, **Malcolm Hicks**, qui, je crois, détient la double nationalité américaine et britannique, ont participé à cette entreprise criminelle en refusant d'arrêter l'une des fraudes qui était alors en cours. Ils sont ainsi devenus complices.

Malgré cela, j'ai continué à alerter McDonald's Corporation aux États-Unis, car ils se situent à l'apex de ce réseau criminel mondial, orchestrant et dirigeant les actions de leurs filiales. Je crois sincèrement que le **Département de la Justice américain** doit les inculper. Leurs refus répétés de mettre fin à des escroqueries évidentes par marketing de masse, escroqueries qui étaient alors en cours, est accablant et indique une intention délibérée. Il existe un témoignage encore plus accablant dans les mémoires de l'ancien PDG de McDonald's France, Jean-Pierre Petit, qui fournit des informations cruciales sur les opérations de l'entreprise.

Implication du Renseignement Américain

Activités d'Espionnage

Pendant que je vivais à Taiyuan, dans la province du Shanxi en Chine, nous avons rencontré des missionnaires chrétiens américains qui, comme je l'apprendrai plus tard, travaillaient en réalité pour le renseignement américain—du moins certains d'entre eux. [REDACTED] de l'OGN [REDACTED] (mentionné dans ma plainte auprès du Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis (*U.S. Department of Defense Office of the Inspector General - DoD OIG*), me l'a clairement fait comprendre en juillet 2023. Bien qu'une confirmation officielle *publique* des autorités américaine soit évidemment peu probable, je crois fermement, au-delà de tout doute raisonnable et basé sur de nombreux événements et témoignages, que c'est effectivement vrai. La plainte auprès du *DoD OIG* ci-jointe fournit plus de détails, bien qu'elle ne soit qu'un résumé sommaire écrit sous pression et qui omet de nombreux détails supplémentaires que je pourrais fournir.

Ce n'est qu'il y a environ une semaine que j'ai réalisé que l'utilisation du clergé et de missionnaires chrétiens par la CIA était une information qui avait été révélée au public, pour la première fois, durant les auditions du **Comité Church au Sénat américain** au milieu des années 1970. Cette révélation a considérablement influencé ma décision de donner accès à ma plainte envoyée au Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis (*U.S. Department of Defense Office of the Inspector General - DoD OIG*) à des citoyens non américains spécifiques en qui j'espère pouvoir avoir confiance pour garder l'information secrète, de manière responsable, et ne pas la divulguer publiquement. Hier seulement, je lisais le procès-verbal de l'audition « Hearing Before the Select Committee on Intelligence of the United States Senate, One Hundred Fourth Congress, Second Session, on the CIA's Use of Journalists and Clergy in Intelligence Operations [traduction:

Audition devant le Comité spécial sur les services de renseignement du Sénat des États-Unis, Cent quatrième Congrès, deuxième session, sur l'utilisation par la CIA de journalistes et de membres du clergé dans les opérations de renseignement] », datée du 17 juillet 1996. **Ce document confirme l'utilisation par la CIA du clergé et de missionnaires chrétiens dans les opérations de renseignement, ce qui correspond effectivement à mes propres expériences.**

Ce n'est qu'il y a quelques mois que j'ai réalisé que ce mode opératoire n'était pas isolé à Taïwan mais semblait être répandue à travers la Chine, car j'ai été témoin d'événements tout aussi troublants ici à Pékin.

L'audition de 1996 par le Sénat américain semble être la dernière enquête publique sur l'utilisation par la CIA de journalistes et de membres du clergé et de missionnaires chrétiens dans leurs opérations de renseignement. Cependant, je peux personnellement attester, basé sur ma propre expérience, que contrairement à la déclaration du **directeur de la CIA de l'époque John Deutch** selon laquelle de telles pratiques se produiraient dans des « circonstances extrêmement rares, voire hautement improbables », j'ai au contraire été témoin de leur utilisation très intensive de 2019 jusqu'à aujourd'hui.

Peut-être est-ce parce que je vis en Chine, mais j'ai été témoin de pratiques extrêmement troublantes : des individus se faisant passer pour des missionnaires chrétiens utilisent la surveillance électronique pour commettre des actes d'espionnage contre des citoyens chinois et même contre des citoyens de pays alliés, comme la France (j'ai moi-même été espionné). L'un d'eux est même allé jusqu'à prétendre avoir frauduleusement reçu des dons spirituels du Saint-Esprit pour justifier sa connaissance d'informations personnelles non publiques. Ces individus sont des manipulateurs de haute voltige, et il est profondément ironique que l'une des deux devises de la CIA, la devise officielle, soit tirée de la Sainte Bible : « **Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres** » (**L'Évangile selon Saint Jean**). Malheureusement, il semblerait que certains membres de la communauté du renseignement américain soient devenus esclaves du péché.

Préoccupations Concernant les Pratiques du Renseignement Américain

Érosion des Principes Démocratiques

Il est totalement déconcertant de constater qu'une nation comme les États-Unis d'Amérique recourt à des pratiques contraires à l'éthique et à la loi, semblant ainsi protéger un réseau criminel opéré par des entités criminelles telles que McDonald's Corporation et leurs complices qui opèrent en toute impunité depuis plus d'une décennie.

Qu'est-il arrivé à l'Amérique ?

En tant que chrétien, je trouve ces méthodes non seulement discutables mais aussi illégales et immorales. Cela doit cesser. Mais la question pressante demeure : **comment pouvons-nous y mettre fin ?**

Comme l'a fait remarquer le **sénateur américain John Kerry** lors de l'audition de 1996 sur l'utilisation par la CIA de journalistes et de membres du clergé et de missionnaires chrétiens, « **Je suis très mal à l'aise de discuter de ces choses là en audiences publiques, et c'est tout ce que je dirais à ce stade.** » Je ressens la même chose. Je suis mal à l'aise d'en discuter, même en privé, sachant que mes proches et moi, étant en Chine, pourrions théoriquement faire face à la peine de mort pour des accusations d'espionnage.

Je trouve également ironique que l'utilisation par la CIA de journalistes, de membres du clergé et de missionnaires chrétiens semble bénéficier de l'approbation bipartisane, aussi bien des démocrates que des républicains. J'ai personnellement été espionné, entre autres, sous la présidence de **Donald**

Trump, et j'ai récemment lu un article du Wall Street Journal intitulé « **Les évangéliques appelant à la 'guerre spirituelle' pour élire Trump** ». Je me demande donc sérieusement ce qui a bien pu se passer depuis l'audition de 1996 devant le Sénat américain pour qu'un tel renversement théologique ait lieu parmi certains chrétiens américains qui semblent désormais approuver, dans certains cas, des méthodes contraires aux valeurs chrétiennes. À l'époque, l'une des déclarations faites était la suivante :

« Nous demandons à la branche exécutive du gouvernement américain et aux comités parlementaires sur le renseignement de continuer à interdire une telle collaboration inappropriée [note: entre la CIA et le clergé]. Nous demandons que, si nécessaire, des décrets présidentiels soient pris et que des lois soient adoptées par le Congrès pour corriger cette situation intolérable. »

Cette déclaration était signée par la *National Association of Evangelicals* et soutenue par plusieurs organisations, y compris les *Evangelical Fellowship of Mission Agencies* et *La Société des Missions Étrangères Catholiques d'Amérique*, entre autres.

Près de 30 ans se sont écoulés depuis cette audition devant le Sénat américain, et compte tenu des événements significatifs qui se sont déroulés depuis—comme les attentats du 11 septembre—il semble qu'une nouvelle audition sénatoriale soit nécessaire. Tant de choses ont changé, y compris les avancées technologiques qui permettent aujourd'hui des méthodes d'espionnage et de manipulation beaucoup plus sophistiquées.

Ayant moi-même été victime d'une entreprise criminelle transnationale orchestrée depuis Chicago, et désormais victime de surveillance illégale par la communauté du renseignement américain, je crois qu'il est temps de rouvrir le débat sur de telles méthodes. Si nous voulons véritablement que l'état de droit soit respecté et que certaines pratiques du renseignement restent éthiques, ce débat doit être ramené dans la sphère publique. Plusieurs pays devraient participer à cette discussion, en prenant en comptes les évolutions technologiques.

L'Influence des Entreprises dans la Politique Étrangère Américaine:

« La Raçon : Envahissez Haïti, exhorte Wall Street. Les États-Unis s'exécutent. »

En repensant à tout cela, cela me rappelle l'excellent article du journaliste français **Constant Méheut**, entre autres, travaillant pour le New York Times, intitulé « **La Raçon : Envahissez Haïti, exhorte Wall Street. Les États-Unis s'exécutent.** » Cet article met en lumière les schémas d'intervention américaine et l'influence des entreprises, soulevant des questions importantes sur les dynamiques actuelles entre la communauté du renseignement américain et les entreprises américaines au 21^e siècle.

Interrogations sur les Pratiques du Département de la Justice Américain

Application Sélective de la Loi et Influence des Entreprises

Les États-Unis ont promulgué diverses lois à portée extraterritoriale, mais cela soulève des questions importantes :

- **Le Département de la Justice américain (DOJ) applique-t-il ces lois américaines aussi rigoureusement contre les réseaux criminels américains qu'il le fait contre ceux d'autres pays?**
- **Existe-t-il un biais inhérent qui pousse le Département de la Justice américain (DOJ) à cibler principalement les entreprises étrangères afin de garantir que « l'Amérique d'abord » soit respectée ? (Note : « America First », ou « l'Amérique d'abord », est l'un des slogans de**

Donald Trump)

Dans le contexte actuel de l'économie mondiale, les liens entre les services de renseignement et les intérêts des entreprises peuvent être flous. Il est crucial d'examiner si les entreprises américaines reçoivent un traitement préférentiel en vertu de ces lois américaines à portée extraterritoriale. Le véritable enjeu est de savoir si la justice est rendue impartialement ou si l'application de ces lois est sélectivement destinée à affaiblir les concurrents internationaux tout en protégeant les intérêts économiques des États-Unis d'Amérique.

Parfois, je ne peux m'empêcher de penser que les États-Unis commencent à ressembler à un régime autoritaire, tout comme la Chine. Bien que les États-Unis aient longtemps défendu la démocratie, la liberté et l'état de droit, il y a des signes croissants de contrôle et de surveillance qui font écho aux pratiques d'États autoritaires. L'utilisation de la surveillance de masse, les dérives des services de renseignement américains et les *apparentes* connivences entre le gouvernement américain et certaines grandes entreprises américaines sont des développements alarmants.

Le pouvoir croissant de la communauté du renseignement américain, surtout lorsqu'il est utilisé de manière à empiéter sur la vie privée personnelle et les droits fondamentaux, ressemble étrangement à l'appareil de surveillance du régime autoritaire chinois. Ce qui est encore plus alarmant, c'est l'influence croissante des entreprises américaines, qui semblent opérer au-dessus des lois, *apparemment* protégées par les mêmes institutions gouvernementales censées les réguler. Lorsque le Département de la Justice américain *semble* sélectif dans l'application des lois, *semblant* favoriser les entités américaines au détriment de leurs concurrents étrangers, cela soulève de graves questions sur l'intégrité des institutions et la réelle exigence de rendre des comptes. Cela ne fait qu'accentuer une réalité troublante : l'absence criante de véritable responsabilité et de transparence. Où est la justice quand certaines entités semblent intouchables ? Ce dysfonctionnement fragilise la confiance dans l'équité du système judiciaire et pose de graves questions quant à la légitimité des autorités en place.

Ces tendances, combinées à l'érosion de la liberté d'expression et à la manipulation de l'information, me font me demander si les États-Unis perdent leur engagement envers les principes démocratiques. À certains égards, il semble que les lignes entre démocratie et autoritarisme deviennent floues, et je crains que le pays que je considérais autrefois comme un phare de liberté ne dérive vers un modèle de gouvernance plus contrôlé et répressif.

La Nécessité d'Agir Contre McDonald's Corporation et ses Complices

Appel au Démantèlement de cette Entreprise Criminelle

McDonald's opère comme une organisation criminelle semblable à la mafia. McDonald's doit être entièrement démantelée. Les torts qu'ils ont causés à la société sont déjà bien trop grands pour être ignorés. Il ne s'agit pas seulement de malbouffe—c'est un réseau criminel profondément enraciné dans différents pays, utilisant son influence pour se livrer à des activités illégales sans jamais être inquiété, échappant ainsi à toute responsabilité et continuant à perpétuer des dommages économiques, sociaux, culturels, sanitaires, et en matière de droits fondamentaux à grande échelle.

Les gens doivent se déconditionner de l'image idéalisée de McDonald's comme une simple chaîne de restaurants. La réalité est que McDonald's est une entité criminelle mondiale, motivée par le profit à tout prix, même si cela signifie enfreindre sciemment la loi en se livrant à des escroqueries aggravées par marketing de masse et à des opérations de blanchiment d'argent. Ce ne sont pas les actions d'une entreprise légitime, mais celles d'une organisation moralement corrompue et bien organisée, sans aucune considération pour la société dont elle tire profit.

Le moment est venu pour le grand public de se réveiller et de faire face à la réalité sur McDonald's.

Nous ne pouvons pas permettre à cette entité criminelle de continuer à opérer au-dessus des lois, protégée par sa façade d'entreprise soi-disant éthique et ses campagnes de marketing. Il est temps que les autorités et la communauté internationale prennent des mesures décisives, démantèlent ce réseau criminel et tiennent McDonald's Corporation et ses complices responsables des dommages qu'ils ont causés.

Appel à l'Action

Enquête et Commission Parlementaire

Je vous exhorte à porter cette affaire au Parlement britannique en sollicitant les comités parlementaires suivants :

- ***Intelligence and Security Committee***
- ***Home Affairs Committee***
- ***Treasury Committee***
- ***Justice Select Committee***
- ***Joint Committee on Human Rights***

Je demande à ces comités parlementaires d'initier une enquête approfondie sur mes allégations et de tenir des auditions publiques afin de garantir une transparence totale et de s'assurer que les responsables rendent véritablement des comptes. Plus précisément, je demande qu'ils :

1. **Enquêtent sur les activités de blanchiment d'argent** : Examinent l'ampleur du blanchiment d'argent impliquant des entreprises britanniques (note pour la traduction française : comme McDonald's Europe à Londres), ainsi que leurs dirigeants, et évaluent les conséquences sur la sécurité nationale du pays.
2. **Évaluent la coopération internationale** : Identifient tout manquement ou malentendu ayant pu contribuer à l'absence d'action adéquate de la part des autorités britanniques.
3. **Garantir la transparence** : Organiser des auditions publiques pour encourager des débats ouverts, préserver la confiance du grand public et s'assurer que les conclusions soient accessibles, à l'exception de celles qui pourraient être tenues confidentielles pour des raisons de sécurité nationale.

Risque Personnel et Préoccupations en Matière de Droits Fondamentaux

Bien que la peine de mort soit théoriquement possible en Chine, je crois qu'elle est moins probable dans notre cas, car cela porterait gravement atteinte à l'image de la Chine. **Cependant, le risque de violations graves de nos droits fondamentaux reste élevé, y compris des risques de torture et de traitements inhumains ou dégradants tels que définis à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que de possibles violations liées au droit à un procès équitable et à la protection des droits de la famille.**

Cette situation a causé une détresse émotionnelle et psychologique immense. Une action rapide est essentielle pour prévenir de nouveaux dommages. Je suis profondément préoccupé par la sécurité et le bien-être de mes proches ; la menace pour leur vie a créé une atmosphère de peur et d'incertitude pour notre famille.

Importance de cette Affaire pour le Royaume-Uni

Respect des Engagements Internationaux

Bien que je comprenne que votre responsabilité première soit envers votre circonscription, cette affaire touche au cœur des engagements internationaux du Royaume-Uni et de ses obligations en matière de sécurité nationale. En tant que membre du **Conseil de l'Europe**, le Royaume-Uni s'est engagé à respecter des principes fondamentaux de justice, de transparence et de coopération internationale, notamment dans les affaires impliquant des activités criminelles transfrontalières telles que le blanchiment d'argent.

S'attaquer à cette affaire de grande criminalité financière est dans le meilleur intérêt du Royaume-Uni —non seulement pour servir la justice, mais aussi pour préserver la confiance avec ses partenaires internationaux et protéger la sécurité nationale du pays. Ne pas agir pourrait avoir de graves conséquences pour la réputation du Royaume-Uni et ses relations diplomatiques.

Développements Récents et Efforts de Transparence

Le 5 octobre 2024, je vous ai mis en copie d'un courriel que j'ai envoyé à l'élu français **Cédric Villani**. Cela a marqué la première fois, à ma connaissance, que des citoyens non américains ont eu accès à une version non caviardée de ma plainte déposée auprès du **Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis** (*U.S. Department of Defense Office of the Inspector General - DoD OIG*) en décembre 2023. Bien que j'aie initialement envisagé de vous envoyer une version caviardée, j'ai décidé que cette affaire avait suffisamment duré et qu'il était temps que la vérité éclate au grand jour.

En novembre 2022, la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) m'a accordé l'anonymat pour protéger mon identité. Cependant, en août 2023, j'ai temporairement levé cet anonymat après que des responsables de l'ambassade des États-Unis à Pékin ont refusé de me rencontrer lorsque j'ai cherché à clarifier les déclarations faites par [REDACTED], identifié comme le Sujet n°1 dans la version caviardée de ma plainte auprès du **Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis** (*U.S. Department of Defense Office of the Inspector General - DoD OIG*) en décembre 2023 que j'ai soumise à la CourEDH.

Fin 2023, j'ai soumis plusieurs demandes de prises de mesures provisoires (note: article 39 du règlement de la CourEDH) à la CourEDH, y compris une demande pour que la Cour adopte une procédure inquisitoire, plutôt que contradictoire, dans les procédures contre la France afin d'établir les faits et que la vérité soit connue.

Depuis le dépôt de ces nouvelles demandes, je n'ai reçu aucune réponse de la CourEDH, sauf une tentative regrettable et ironique en avril 2024, menée par le propre service informatique de la Cour, de violer ma liberté d'expression—ironiquement l'un des droits mêmes que la Cour est censée protéger—en essayant de fermer mon site web, [EctHRwatch.org](https://www.EctHRwatch.org), par le biais d'une procédure via la loi américaine du Digital Millennium Copyright Act. J'ai déposé un recours auprès de la société américaine d'hébergement, Amazon AWS, qui a statué en ma faveur, me permettant de garder le site ouvert.

En tant qu'ancienne journaliste pour le *Financial Times*, je suis sûr que vous pouvez apprécier la gravité—et l'ironie—du fait que la Cour Européenne des Droits de l'Homme ait recours à des lois américaines pour tenter de restreindre le débat public en Europe.

J'ai commencé à soumettre de nouvelles demandes à la CourEDH pour lever les scellés sur les preuves que j'ai soumise à la Cour, les rendant ainsi accessibles au public et permettant aux journalistes de consulter la version non caviardée de ma plainte auprès du **Bureau de l'Inspecteur Général du Département de la Défense des États-Unis** (*U.S. Department of Defense Office of the Inspector General - DoD OIG*) que la Cour n'a pas encore reçue, mais que je vais très bientôt transmettre (note: la CourEDH n'a, à l'heure qu'il est, qu'une version caviardée de la plainte). En

raison du refus *apparent* de la Cour d'oser prendre une décision—alors que même une décision négative doit être prise et communiquée si la Cour en décide ainsi—j'ai choisi de publier davantage mes communications sous forme de lettres ouvertes. Bien que je m'efforce de caviarder les informations sensibles, l'absence de réponses formelles par la CourEDH me contraint à reconnaître publiquement les composantes de sécurité nationale de cette affaire.

Absence de Réponse des Autorités

Je crains que l'on m'ait fait prendre connaissance des activités du renseignement américain dans le cadre d'une tentative pour protéger McDonald's Corporation, ce qui pourrait être une forme de chantage. Selon la façon dont la situation évolue, je n'aurai peut-être pas d'autre choix que de publier toutes les informations sans caviardage, y compris cette lettre ouverte.

Dans cette communication initiale, je m'adresse uniquement à vous. Je prévois de la transmettre à divers responsables, journalistes, dirigeants de McDonald's et autres si nécessaire, y compris les dirigeants d'institutions financières telles que le CEO de Neuberger Berman, George Walker, et le CEO de Norges Bank Investment Management, Nicolai Tangen. Une liste complète des destinataires et les raisons de leur inclusion pourraient être fournies ultérieurement.

Mon raisonnement est simple : cette approche facilitera le travail des journalistes qui seront également mis en copie de ces messages, leur permettant d'enquêter sans avoir à protéger mon identité. Par exemple, en incluant McDonald's Corporation dans certaines correspondances, les journalistes pourront contacter directement l'entreprise pour commenter mes allégations, rendant ainsi plus difficile pour elle de prétendre à un déni plausible à l'avenir.

Il en va de même pour les responsables de divers pays. Une fois que j'aurai transmis ce courriel à un large éventail de destinataires, rien n'empêchera un journaliste de contacter, par exemple, le bureau d'un sénateur américain pour obtenir un commentaire. Ou encore **l'élu français et lauréat de la médaille Fields, Cédric Villani**, que j'ai contacté en 2019 pour attirer l'attention sur des crimes d'une gravité exceptionnelle liés à cette affaire. Ces crimes dépassent les délits, voire crimes, commis par McDonald's Corporation et ses complices ; **dans le cadre de cette affaire, il y a également eu de très nombreux faux et usages de faux en écriture publique lors de procédures judiciaires visant McDonald's**. Au lieu de m'aider, alors que je suppliais Cédric Villani publiquement, son directeur de communication, Philippe Mouricou, m'a adressé des menaces—un fait que Cédric Villani ne peut pas ignorer.

Je vous remercie pour le temps que vous m'avez accordé et pour l'attention que vous porterez à ma demande. J'attends avec impatience votre réponse.

Je prévois de faire un suivi de cette correspondance dans un délai de deux semaines si je ne reçois pas de réponse.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Vincent B. Le Corre
Pékin, Chine
13 octobre 2024

Ci-dessous, l'email original adressé à Mme Yuan Yang (en anglais) le 13 octobre 2024 :

From: Vincent B. Le Corre <vincent@ecthrwatch.org>

Date: Sunday, October 13, 2024 at 21:06

To: Yuan YANG <yuan.yang.mp@parliament.uk>, Yuan YANG (personal email address) <yuanfenyang@gmail.com>

Cc: Vincent B. Le Corre <vincent@ecthrwatch.org>

Subject: Urgent Request for Parliamentary Support on National Security and Personal Safety Concerns Tied to Corporate Fraud and Money Laundering

Ms. Yuan YANG, Member of the Parliament
Parliamentary Office
House of Commons
London
SW1A 0AA
United Kingdom
Email: yuan.yang.mp@parliament.uk

Dear Ms. Yang,

Please note that this is an open letter, made publicly available due to the gravity of the matter and the lack of response from relevant authorities.

I am writing to seek your urgent assistance regarding a situation that endangers the lives of my loved ones in China and myself. **Due to the confirmed involvement of foreign espionage connected to this case, we could potentially face severe consequences, including the death penalty. Your support is crucial in navigating this perilous situation.**

We were previously in contact during your tenure at *The Financial Times* in Beijing, where you kindly agreed to meet with me. Unfortunately, circumstances prevented me from traveling to Beijing to share my story in person. I have attached a copy of your reply dated February 25, 2020, which includes my initial email expressing fears of arrest at that time.

Since then, the situation has escalated significantly. I am now subject to what can only be described as an unofficial gag order. For a partial account, please refer to the attached documents: "**2023-12-13-DOD-IG-HOTLINE.pdf**" and "**WebForm2.pdf**". **These documents are part of the complaint I filed with the United States Department of Defense Office of the Inspector General (DoD OIG).**

As a French citizen and permanent resident in China, I recognize that I am not within your constituency. However, the international dimensions of this case—particularly involving money laundering and potential national security threats linked to British companies—transcend national borders and involve multiple nations across Europe and around the world. The involvement of the American intelligence community adds significant urgency, impacting not only foreign economies but also the rule of law and the UK's economic and national security.

Overview of the Crimes

Mass-Marketing Fraud and Money Laundering

Over the past decade, **McDonald's Corporation** and its accomplices have engaged in recurring criminal activities through mass-marketing frauds, followed by money laundering. While it may seem improbable that a publicly listed corporation would participate in organized crime, evidence proves that McDonald's Corporation did exactly that.

Upon alerting them, they had the opportunity to halt these ongoing frauds but chose not to. Their decision to condone these criminal activities, following my alert to their headquarters in Chicago, has serious implications. These actions are tied, I believe, to the 2019 firing of British CEO **Steve Easterbrook**. Such fraudulent schemes, especially when they cross international borders, fall under the **United Nations Convention Against Transnational Organized Crime (Palermo Convention)**, underscoring the severity of their misconduct.

The United Kingdom's Involvement

Failure to Act and Complicity

For years, **McDonald's France** ignored my warnings, prompting me to escalate the matter to their headquarters in Chicago in 2015. Then-General Counsel **Gloria Santona** acknowledged that they were taking the issue seriously, yet they ultimately failed to stop the ongoing frauds. By allowing this to continue, McDonald's Corporation entered a dangerous downward spiral.

It appears that the U.S. headquarters directed its subsidiary, **McDonald's Europe**, based in London, to handle the matter—likely an attempt to distance themselves from stringent U.S. laws on fraud and money laundering. However, McDonald's Europe which is based in London, along with one of its senior executives, **Malcolm Hicks**, who I believe holds dual American and British citizenship, actively participated in this criminal enterprise. By refusing to stop the ongoing fraud, both the company and the executive became directly complicit.

Despite this, I continued to alert McDonald's Corporation in the U.S., as they remain at the apex of this global network, orchestrating and directing the actions of their subsidiaries. I believe the **U.S. Department of Justice** must indict them. Their repeated failure to act indicates willful misconduct, further corroborated by damning testimony in the memoirs of former McDonald's France CEO **Jean-Pierre Petit**, who provides crucial insights into the company's operations.

Implication of U.S. Intelligence

Espionage Activities

While living in Taiyuan, Shanxi province, we encountered American Christian missionaries who, as I later understood, were working for U.S. intelligence—at least some of them. [REDACTED] from [REDACTED] (mentioned in my DoD OIG complaint), made this clear in July 2023. While a public official confirmation is unlikely, I firmly believe, beyond a reasonable doubt and based on numerous events, that this is true. The attached DoD OIG complaint provides more details, although it is a summary composed under pressure and omits many additional details I could provide.

It was only about a week ago that I realized the use of clergy by the CIA has been public knowledge since the **Church Committee** hearings in the U.S. Senate in the mid-1970s. This revelation significantly influenced my decision to grant access to my DoD OIG complaint to selected non-American citizens whom I trust to handle the information responsibly and not release it publicly. Just yesterday, I was reading the **“Hearing Before the Select Committee on Intelligence of the United States Senate, One Hundred Fourth Congress, Second Session, on the CIA's Use of Journalists and Clergy in Intelligence Operations,”** dated July 17, 1996. **This document confirms the CIA's use of clergy in intelligence operations, aligning with my experiences.**

It was only a couple of months ago that I realized this method of operation wasn't isolated to Taiyuan

but appeared to be widespread across China, as I've witnessed similarly troubling events here in Beijing.

The 1996 Senate hearing seems to be the last public inquiry into the CIA's use of journalists and clergy in intelligence operations. However, I can personally attest, based on my own experience, that contrary to former CIA Director **John Deutch's** statement that such practices would occur under "extremely rare, indeed highly improbable circumstances," I have witnessed their extensive use from 2019 up until now in 2024.

Perhaps it's because I live in China, but I've observed disturbing practices, such as individuals posing as Christian missionaries using electronic surveillance to spy on locals and even citizens from allied countries like France (as I myself experienced). One even fraudulently claimed to have received spiritual gifts from the Holy Spirit to explain how he knew personal information that wasn't publicly available. These individuals are master manipulators, and it's deeply ironic that one of the unofficial mottos of the CIA is, "**And ye shall know the truth, and the truth shall make you free**" (John 8:32). Sadly, it seems that some members of the American intelligence community have become slaves to sin.

Concerns About U.S. Practices

Erosion of Democratic Principles

It is disheartening to witness a nation like the United States resort to unethical practices, *seemingly* protecting criminal enterprises like McDonald's Corporation and its accomplices, who have been operating in this manner for over a decade. What has happened to America?

As a Christian, I find these methods not only questionable but also illegal and immoral. This must stop. But the pressing question remains: **how do we stop it?**

As then-Senator **John Kerry** remarked during the 1996 hearing on the CIA's use of journalists and clergy, "**I am very uncomfortable with the public discussions, and that's all that I would say at this point.**" I feel much the same way. I'm uncomfortable even discussing this privately, knowing that my loved ones and I, being in China, could theoretically face the death penalty for espionage-related accusations.

However, it's ironic that the CIA's use of journalists and clergy seems to have bipartisan approval from both Democrats and Republicans. I was personally spied upon during President **Donald Trump's** presidency, and I recently came across a *Wall Street Journal* article titled "**The Evangelicals Calling for 'Spiritual Warfare' to Elect Trump.**" This makes me question what significant changes have taken place since the 1996 hearing, which included the following statement:

"We request the Executive Branch of the U.S. Government and the Select Committees on Intelligence of the Congress to cooperate in continuing to prohibit such inappropriate collaboration. We request that, if necessary, Executive Orders of the President be issued and legislation be passed by the Congress to correct this intolerable situation."

This statement was signed by the **National Association of Evangelicals** and supported by multiple organizations, including the **Evangelical Fellowship of Mission Agencies** and the **Maryknoll Fathers and Sisters**, among others.

Nearly 30 years have passed since that hearing, and given significant events since—particularly the

September 11 attacks—it seems overdue for a new public inquiry. So much has changed, including the evolution of technology, which now allows for much more sophisticated surveillance and intelligence methods.

Being a victim of a transnational criminal enterprise orchestrated from Chicago and now the victim of illegal surveillance by the U.S. intelligence community, I believe it's time to reopen the discussion on these methods. If we are truly to uphold the rule of law and ensure ethical intelligence practices, this debate must be brought into the public sphere once again, involving multiple nations and considering the new technological landscape.

Corporate Influence in U.S. Foreign Policy: A Historical Investigation

Reflecting on this situation, I'm reminded of **Constant Méheut** and his colleagues' article, "**The Ransom: Invade Haiti, Wall Street Urged. The U.S. Obligated.**" This piece effectively highlights historical patterns of U.S. intervention and corporate influence, raising important questions about the current dynamics between the U.S. intelligence community and American corporations in the 21st century.

Questions About U.S. Legal Practices

Selective Enforcement and Corporate Influence

The U.S. has enacted various laws with extraterritorial reach, but this raises important questions:

- **Does the Department of Justice (DOJ) enforce these laws as rigorously against American criminal organizations as it does against foreign ones?**
- **Is there an inherent bias where the DOJ primarily targets foreign companies to ensure that "America comes first"?**

In the modern global economy, the ties between intelligence and corporate interests can be blurry. It's critical to scrutinize whether U.S. corporations are receiving preferential treatment under these extraterritorial laws. The real issue is whether justice is being served impartially or if the enforcement of these laws is selectively aimed at weakening international competitors while protecting domestic interests.

At times, I can't help but feel that the U.S. is beginning to resemble an authoritarian regime, much like China. While the U.S. has long championed democracy, freedom, and the rule of law, there are growing signs of control and surveillance that echo the practices of authoritarian states. The use of mass surveillance, intelligence overreach, and *seemingly* close ties between government and large corporations are troubling developments.

The increasing power of the U.S. intelligence community, especially when used in ways that infringe on personal privacy and civil liberties, feels eerily similar to the surveillance apparatus in China. What is more concerning is the growing influence of American corporations, which seem to operate above the law, *seemingly* protected by the same government institutions meant to regulate them. When the Department of Justice *appears* selective in its enforcement of laws, *seemingly* favoring U.S. entities over foreign competitors, it raises serious concerns about accountability and transparency.

These trends, combined with the erosion of free speech and the manipulation of information, make me question whether the U.S. is losing its commitment to democratic principles. In some ways, it feels like the lines between democracy and authoritarianism are becoming blurred, and I worry that the country I once looked to as a beacon of freedom is drifting toward a more controlled and

repressive model of governance.

The Need for Action Against McDonald's Corporation and its Accomplices

A Call for Dismantling a Criminal Enterprise

McDonald's operates as a criminal, mafia-like organization that must be taken down and *completely* dismantled. The harm they have caused to society is already far too extensive to ignore. It's not just about fast food—it's about a corporation that has embedded itself deeply in global systems, using its influence to engage in fraudulent activities, evade accountability, and perpetuate harm on a massive scale.

People need to de-brainwash themselves from the idealized image of McDonald's as a simple restaurant chain. The reality is that McDonald's is a global criminal entity, driven by profit at any cost, even if it means knowingly breaking the law by engaging in mass-marketing frauds and money laundering. These are not the actions of a legitimate business; they are the actions of a well-organized, corrupt enterprise with little regard for the societies it profits from.

The time has come for the public to wake up and confront the truth about McDonald's. We cannot allow this corporation to continue operating unchecked, protected by its corporate façade and marketing campaigns. It's time for authorities and the global community to take decisive action, dismantle this criminal network, and hold McDonald's accountable for the damage they have caused.

Call to Action

Parliamentary Inquiry and Investigation

I urge you to raise this issue in Parliament by engaging the following committees:

- **Intelligence and Security Committee**
- **Home Affairs Committee**
- **Treasury Committee**
- **Justice Select Committee**
- **Joint Committee on Human Rights**

I request that these committees initiate a thorough investigation into the allegations and hold public hearings to ensure transparency and accountability. Specifically, I ask that they:

1. **Investigate Money Laundering Activities:** Examine the extent of money laundering involving British companies, executives, and citizens, and assess their impact on national security.
2. **Evaluate International Cooperation:** Identify any shortcomings or misunderstandings that may have contributed to the lack of appropriate action by British authorities.
3. **Ensure Transparency:** Hold public hearings to facilitate open discussions, maintaining public trust and ensuring that findings are accessible, except for those that may need to be withheld for national security reasons.

Personal Risk and Human Rights Concerns

While the death penalty is theoretically possible in China, I believe it is less likely in our case because such an outcome would reflect exceptionally poorly on China. **However, there is a significant risk of**

other serious human rights violations, including torture and inhuman or degrading treatment as defined under **Article 3 of the European Convention on Human Rights**, as well as violations related to the right to a fair trial and the protection of family rights.

This situation has caused immense emotional and psychological distress. Swift action is essential to prevent further harm. I am deeply concerned for the safety and well-being of my loved ones; the threat to their lives has created an atmosphere of fear and uncertainty for our family.

Importance to the United Kingdom

Upholding International Commitments

While I understand that your primary responsibility lies with your constituency, this case touches on the core of the UK's international commitments and national security obligations. As a member of the **Council of Europe**, the UK is committed to upholding principles of justice, transparency, and international cooperation, especially in matters involving cross-border criminal activities like money laundering.

Addressing this issue is in the UK's best interest—not only for the sake of justice but also to maintain trust with international partners and safeguard national security. Failure to act could have far-reaching consequences for the UK's reputation and diplomatic relationships.

Recent Developments and Transparency Efforts

On October 5, 2024, I copied you on an email I sent to French elected official **Cédric Villani**. This marked the first time, to my knowledge, that non-American citizens were granted access to a non-redacted version of my complaint filed with the U.S. DoD OIG in December 2023. While I had initially considered sending you a redacted version, I decided that this matter has gone on long enough, and it is time for the truth to come out.

In November 2022, the **European Court of Human Rights (ECtHR)** granted me full anonymity to protect my identity. However, in August 2023, I temporarily waived this anonymity after officials at the U.S. Embassy in Beijing refused to meet with me when I sought to clarify statements made by [REDACTED] who is identified as **Subject #1** in the redacted version of my DoD OIG complaint that I submitted to the ECtHR.

By the end of 2023, I submitted multiple requests for interim measures to the ECtHR, including a request for the Court to adopt an inquisitorial procedure rather than an adversarial one in the proceedings against France to establish the facts.

Since filing these new requests, I have not received any response from the ECtHR, except for a regrettable and ironic attempt in April 2024, led by the Court's own IT Department, to violate my freedom of speech—ironically one of the very rights the Court is meant to protect—by trying to shut down my website, [EctHRwatch.org](https://ecthrwatch.org), through a Digital Millennium Copyright Act procedure. I filed a counter-notice with the hosting company, Amazon AWS, which ruled in my favor, allowing me to keep the website active.

As a former journalist for *The Financial Times*, I am sure you can appreciate the seriousness—and irony—of the ECtHR resorting to American laws to suppress public discourse within Europe.

I have begun submitting new requests to the ECtHR to unseal the Court's records, making them accessible to the public and allowing journalists to review the non-redacted version of my DoD OIG complaint which the Court doesn't have yet. Due to the ongoing lack of response—even in cases where a negative decision would require communication—I have increasingly published my communications as open letters. While I strive to redact sensitive information, the absence of formal responses has compelled me to publicly acknowledge the national security components of this case.

Lack of Response from Authorities

I fear that I may have been made aware of U.S. intelligence activities as part of an attempt to protect McDonald's Corporation, which could itself be a form of blackmail. Depending on how the situation progresses, I may have no choice but to publish all information without redactions, including this open letter.

In this initial communication, I am addressing this letter solely to you. I plan to forward it to various officials, journalists, McDonald's executives, and others as necessary, including executives of financial institutions such as Neuberger Berman CEO George Walker and Norges Bank Investment Management CEO Nicolai Tangen. A complete list of recipients and the reasons for their inclusion might be provided later.

My reasoning is straightforward: this approach will facilitate the work of journalists who are also copied on these messages, allowing them to investigate without needing to protect my identity. For example, by including McDonald's Corporation in the correspondence, journalists can directly contact the company for comments on my allegations, making it harder for them to claim plausible deniability.

The same applies to officials from various countries. Once I forward this email to a wide range of individuals, nothing will prevent a journalist from contacting, for example, a **U.S. Senator's** office for comment. Or even **French elected official and Fields Medal Winner Cédric Villani**, to whom I reached out in 2019 to bring attention to exceptionally serious crimes related to this case. These crimes go beyond those committed by McDonald's Corporation and its accomplices; they also involve the **altering/doctoring/falsification of court/official/legal documents** in the process of legal procedures targeting McDonald's. Instead of offering help, Mr. Villani's Director of Communication, Philippe Mouricou, issued threats against me—a fact Mr. Villani could not have been unaware of.

Thank you for your time and consideration. I look forward to your response.

I intend to follow up on this correspondence within two weeks if I do not receive a response.

Yours sincerely,

Vincent B. Le Corre
Beijing, China
October 13, 2024